



## Conseil économique et social

Distr. générale  
26 novembre 2010  
Français  
Original : anglais

---

### **Commission de la condition de la femme**

#### **Cinquante-cinquième session**

22 février-4 mars 2011

Point 3 (a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la vingt-troisième session  
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée  
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » :  
réalisation des objectifs stratégiques et mesures  
à prendre dans les domaines critiques  
et nouvelles mesures et initiatives**

### **Déclaration présentée par la Fédération internationale des travailleurs sociaux, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/CN.6/2011/1.



## Déclaration

1. Le thème de la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme intitulée, « Accès et participation des femmes et des filles à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie, y compris pour la promotion de l'égalité d'accès des femmes au plein emploi et à un travail décent » est en accord total avec les objectifs de la Fédération internationale des travailleurs sociaux. La Fédération représente près de 750 000 travailleurs sociaux membres d'associations professionnelles de travail social dans 90 pays. Elle vise à promouvoir la justice sociale et les droits fondamentaux pour tous, notamment pour les plus personnes les plus désavantagées par les forces sociales, économiques et politiques. La Fédération a énoncé clairement sa position sur la situation des femmes dans sa Politique internationale à l'égard des femmes adoptée en 1999 et révisée en 2000. Elle y affirme notamment que les droits des femmes sont en soi des droits fondamentaux. « L'engagement du travail social professionnel dans la défense des droits de l'homme doit permettre de protéger et de préserver les droits fondamentaux de toutes les femmes et de toutes les filles. » Cet engagement coïncide avec le thème de la cinquante-cinquième session ainsi qu'avec les objectifs du Millénaire pour le développement, non seulement en ce qui concerne l'éducation primaire (objectif 2), l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes (objectif 3) mais également en ce qui concerne la réduction de la mortalité infantile (objectif 4), l'amélioration de la santé maternelle (objectif 5) et la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, ces protections constituant des bases fondamentales pour réaliser des objectifs plus importants.

2. En l'absence de garantie des droits fondamentaux des femmes, de l'enfance à l'adolescence, et de l'âge adulte à la vieillesse, les chances de réalisation des objectifs de la cinquième-cinquième session sont gravement compromises. La protection des droits de l'homme, que le travail social tient pour une valeur essentielle de la profession, doit sous-tendre l'ensemble des efforts en vue de la promotion de la femme. Les filles et les femmes doivent être préservées des dangers qui les menacent à leur naissance, de la faim, de la négligence, de la réduction en esclavage, du viol, de la torture, du trafic des êtres humains et d'autres violations de leurs droits fondamentaux, afin de leur permettre de profiter des opportunités en matière d'enseignement, d'occuper un travail rémunéré et protégé et de prendre part au processus économique et politique.

## Éducation

3. Selon l'objectif 2, l'éducation primaire est un droit fondamental. Pourtant deux tiers des analphabètes sont des femmes. Bien que des progrès aient été réalisés en vue de la réalisation de cet objectif, la parité entre les filles et les garçons dans l'enseignement primaire n'est pas encore atteinte. Ce constat nuit continuellement à la capacité des femmes de survenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles. Dans les pays où l'accès à l'éducation n'est pas obligatoire ou limité, les filles demeurent généralement analphabètes et restent cantonnées au foyer ou au travail. Un nombre croissant de filles sont contraintes de migrer en raison de catastrophes naturelles et de conflits armés. Lorsqu'elles se trouvent dans des camps de transit ou de réfugiés, elles sont dans l'incapacité d'accéder à l'éducation et de recevoir une instruction.

4. Aujourd'hui, plus de 1,2 milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour, et la majorité des personnes vivant dans la pauvreté absolue sont des femmes. Dans le monde entier, les femmes gagnent en moyenne environ 50 % du revenu annuel des hommes. La pauvreté réduit les possibilités des filles et des femmes d'accéder à l'éducation. Dans l'ensemble des régions en développement, les filles issues de 20 % des foyers parmi les plus démunis ont 3,5 fois plus de chances de ne pas être scolarisées que les filles issues des foyers les plus riches et ont 4 fois plus de chances de ne pas être scolarisées que les garçons issus des foyers les plus riches. Les frais de scolarité ainsi que la nécessité de s'occuper des plus jeunes empêchent souvent les filles de suivre une éducation primaire.

5. Dans les familles pauvres, les femmes et les filles sont souvent les dernières à manger, et dans les familles dont les ressources alimentaires sont très limitées, il arrive même qu'elles doivent se passer des repas. Dans les pays pauvres, les filles souffrent plus fréquemment de malnutrition que les garçons. Les filles et les femmes autochtones ou atteintes de différents handicaps physiques, de retards du développement ou de troubles psychiques sont particulièrement désavantagées. Elles peuvent être les plus durement touchées par la pauvreté et avoir le plus de difficultés à suivre une éducation. Bien que la pauvreté affecte le foyer dans son ensemble, la division du travail fondée sur le sexe et la responsabilité du bien-être du foyer sont telles que les filles peuvent rester à la maison pour aider aux tâches ménagères et garder leurs frères et sœurs, ce qui les empêche de suivre une éducation.

### **Technologie et science**

6. L'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme garantit à tous, y compris aux femmes, le droit de « de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent ». Étant donné que l'accès à la science et à la technologie est un facteur déterminant du bien-être, il est essentiel dans l'intérêt de tous, indépendamment du sexe, de traiter le problème de la sous-représentation des femmes dans l'éducation et dans le monde du travail scientifique et technologique, de lever les barrières qui font obstacle à leur participation dans ces domaines et de lutter contre leur exclusion en matière d'accès à la technologie. Les femmes représentent la majorité des personnes en situation de pauvreté et accomplissent l'essentiel du travail dans le monde. À cela, il faut ajouter que les femmes habitant dans les pays en développement tendent à avoir un accès insuffisant aux technologies de base susceptibles d'alléger les tâches dures et exigeantes. Le fait d'améliorer cet accès permet aux femmes de consacrer moins de temps à ces tâches et accroît leur accès à l'éducation et à l'emploi rémunéré, ce qui profite non seulement aux femmes mais également aux membres de leurs foyers. Il est donc impératif de s'intéresser à l'accès des femmes à ces technologies. La négligence de cette question risque de pérenniser la situation des femmes vivant dans la pauvreté.

7. Parallèlement à cela, l'exclusion des femmes de la production de connaissances en matière scientifique et technologique signifie que les avancées tendent à profiter aux hommes de manière disproportionnée. Pour garantir que la technologie est accessible aux femmes, ces préjugés sexistes doivent être éliminés de la recherche et du développement et les chercheurs doivent être sensibilisés à ces questions de genres. À cet effet, il est nécessaire d'accroître la participation des femmes dans l'éducation et dans le monde du travail scientifique et technologique. Les questions d'écart entre les sexes et d'accès à l'éducation doivent donc être traitées de manière à éliminer les préjugés sexistes présents au sein des institutions

scientifiques et technologiques et de la société, qui conduisent à l'exclusion des femmes dans ces secteurs. Pour améliorer la participation des femmes dans les domaines de la science et de la technologie, il est nécessaire de lutter contre les barrières qui font obstacle à leur participation, en particulier en ce qui concerne l'embauche, la rétention et la promotion. Dans le même registre, on peut noter la question de la répartition inégale, fondée sur le sexe, des tâches ménagères et de l'éducation des enfants. Il est impératif de traiter ce problème pour garantir que les femmes ne sont pas désavantagées en termes d'égalité d'accès à l'emploi. L'élimination de ces préjugés et la garantie de l'égalité d'accès des femmes à la science et à la technologie exige donc de lutter contre la discrimination sexiste dans les foyers, l'éducation, l'emploi et autres politiques à l'échelon national.

### **L'égalité d'accès des femmes au plein emploi et à un travail décent**

8. L'importance de l'accès des femmes à l'emploi est reconnue dans les objectifs du Millénaire pour le développement 1 et 3, dans lesquels la participation des femmes aux emplois non-agricoles est citée comme un indicateur de succès au même titre que la promotion du plein emploi productif pour tous. Les interventions politiques ne tiennent pas suffisamment compte de la problématique hommes-femmes pour lutter contre les contraintes de plus en plus nombreuses existant sur le marché du travail, notamment l'écart croissant entre les conditions formelles et informelles du travail, la restriction de l'accès au plein emploi et les préjugés sexistes du monde du travail.

9. L'accès insuffisant à un travail décent et la division générale du travail fondée sur le sexe sont des facteurs de pauvreté chez les femmes. Les contraintes qui leur sont imposées sur le marché du travail comme la répartition disproportionnée de travail basée sur le sexe et le travail non rémunéré réduisent leur efficacité en tant que groupe professionnel. Il est également impératif de traiter le problème de la répartition inégale, fondée sur le sexe, des tâches ménagères et de l'éducation des enfants afin de garantir aux femmes l'égalité des chances dans l'obtention et la conservation d'un emploi ainsi que l'égalité des chances dans la promotion et la mobilité professionnelle. Un accès plus large au logement, à l'information et aux technologies de communication, des avantages sociaux et des soins de santé garantis amélioreront l'accès des femmes au plein emploi et à un travail décent. Les politiques commerciales et les investissements étrangers directs en faveur des opportunités d'emploi durables accroîtront l'accès et la participation des femmes.

### **Résumé et recommandations**

10. La Fédération est convaincue que les thèmes précédemment abordés soulignent des préoccupations essentielles pour chaque personne dans le monde. La Fédération internationale des travailleurs sociaux formule les recommandations suivantes :

- a) La mise en œuvre et la surveillance des efforts déployés pour réaliser ces objectifs dans l'éducation, la technologie et l'égalité d'accès à l'emploi doivent être considérés dans une perspective de protection des droits fondamentaux;
- b) Les Nations Unies, les gouvernements, les entreprises et la société civile doivent travailler ensemble afin de promouvoir l'égalité d'accès des filles et des femmes à l'éducation;

c) En apportant les soutiens économiques nécessaires, les gouvernements peuvent contribuer à promouvoir l'égalité d'accès des filles et des femmes à l'éducation ainsi que leur réussite scolaire;

d) Les préjugés sexistes doivent être éliminés du domaine de la recherche grâce à une participation accrue des femmes dans la production de connaissances, dans l'éducation et dans le travail dans les domaines scientifiques et technologiques.

---